

ALLOCUTION DE M. EDOUARD FRITCH
RENCONTRE AVEC LES ACTEURS DE LA VIE ECONOMIQUE ET
SOCIALE

LUNDI 15 DECEMBRE 2014

Mesdames et Messieurs les acteurs de la vie sociale et économique de la Polynésie française,

Chers amis,

Je vous remercie d'avoir répondu à mon invitation et de m'avoir honoré de votre présence. Je n'ai pu confirmer cette rencontre que très récemment, en raison d'un agenda assez chargé, et je vous prie de bien vouloir m'en excuser. En tout cas, merci pour votre présence et votre disponibilité.

Cela fait pratiquement 100 jours que je suis à la présidence de la Polynésie française.

Il m'importait de réunir, à cette échéance symbolique, quelques acteurs de la vie économique et sociale de notre pays.

Je souhaite à cette occasion que vous me fassiez part, en quelques mots, de votre ressenti sur ma gouvernance.

Nous nous connaissons ; plutôt bien pour certains d'entre vous et moins bien pour quelques autres. Ce qui compte ce soir, c'est qu'en tant que citoyen, contribuable et observateur vigilant de notre société, vous me donniez votre feed back sincère et honnête.

J'ai bien sûr mes collaborateurs qui m'informent et qui analysent les événements et l'actualité. Cependant, qui me dit qu'ils sont toujours objectifs ? Non pas que je les soupçonne d'être malhonnêtes, mais étant à mes côtés, voient-ils toujours les faits par le bon prisme, ont-ils suffisamment de recul sur les faits ? En tout cas, je me dois de varier les sons de cloche qui peuvent me parvenir, éviter la tour d'ivoire et prévenir les phénomènes de cour.

Lors de mon discours de candidature à la présidence de la Polynésie française, le 12 Septembre dernier, j'avais évoqué le fait qu'il fallait rénover la gouvernance et les méthodes de gestion publique, dans notre pays.

Après 10 années de grande instabilité, la classe politique s'est décrédibilisée.

Or, il n'est pas concevable pour l'image de notre pays, que l'autorité politique soit mise à mal. Une classe politique qui n'a plus d'autorité ne peut que laisser la porte ouverte à l'anarchie, au désordre et à la démagogie.

Il fallait donc accorder une attention particulière à la gouvernance, afin de reconstruire une confiance entre le politique et la population.

Alors, comment le faire ?

Tout d'abord, je voudrais énoncer une évidence. Ce pays est le nôtre.

Ce pays est notre bien commun à tous, que nous soyons marron, bleu, orange, vert ou jaune, Polynésiens d'origine ou de cœur. Ce pays et ses richesses n'appartiennent pas à un clan ou à une catégorie sociale. Ils appartiennent à tous les polynésiens.

Ensuite, je veux avancer dans la concertation, le dialogue, le compromis et l'information partagée. Je l'avais dit et je le dis encore, on est toujours plus intelligent à plusieurs que seul. Ceci signifie qu'à mes yeux, l'exercice solitaire du pouvoir ne fait pas partie de mes méthodes. Je veux gérer ce pays en rassemblant toutes les énergies positives et les bâtisseurs de notre pays. Je veux rassembler les maires et l'Etat à nos côtés pour que la conjugaison de nos forces d'actions soit au service de nos populations. Je veux travailler en confiance avec l'Etat et les maires et non en défiance.

Aujourd'hui, élu et investi dans la fonction de président, je suis regardé en tant que leader politique. Je suis aussi un leader gestionnaire, c'est-à-dire une autorité capable de comprendre les enjeux économiques, sociaux et géopolitiques de notre pays. Le leader politique sait que les prochaines échéances électorales importantes sont dans trois ans. Dans cet intervalle, nous avons d'importants défis économiques et sociaux à relever. C'est ce qui me soucie chaque jour.

J'aime mon pays. Je suis fier de mon peuple. Mais sachez, et je vous le confie en toute humilité, que l'amour que j'ai pour mon pays est celui d'un serviteur. Mon principal intérêt est que mes enfants et mes descendants soient fiers du nom qu'ils portent. Je ne veux pas laisser à mes enfants la honte et le déshonneur dus à mes propres turpitudes. Oui, mes amis, j'ai une morale, j'ai des valeurs, j'ai une conscience et j'y tiens.

Je veux également les faire transparaître au travers de ma gouvernance.

Il y a quelques jours, l'assemblée de la Polynésie française a voté le budget 2015. Ce budget 2015 annonce une pause fiscale qui est nécessaire pour les entreprises et les familles. Et s'il est possible de revaloriser le pouvoir d'achat des familles, je le ferai sans hésiter.

Malheureusement, nous demeurons confrontés au déséquilibre de nos comptes sociaux du fait de la conjugaison d'un ensemble de facteurs : la crise économique et le chômage de masse, qui entament le rendement des cotisations sociales ; l'évolution à la hausse des maladies chroniques ; le vieillissement de la population et la dépendance qu'il induit ; la précarité sociale et économique d'un nombre important de familles...

Confrontés à l'urgence de la situation, le gouvernement s'est résolu, sans gaité de cœur, à suivre les propositions élaborées par la Caisse de prévoyance sociale pour maintenir, un tant soit peu, nos régimes à flots en 2015. Cette solution n'est toutefois qu'un pis-aller qui doit céder la place en 2015 à l'engagement d'une réforme en profondeur de notre régime de protection sociale généralisée.

Non seulement le gouvernement y est déterminé, je suis déterminé, mais j'ai bien entendu la supplique de nombreuses organisations de ne plus tarder à engager cette réforme vitale pour nous. Dès le début de l'année 2015, je proposerai aux partenaires sociaux une méthodologie participative et des objectifs concrets à atteindre dès 2016. D'ores et déjà, j'appelle chacun de nos partenaires à se montrer ouvert à la concertation et à la recherche du meilleur compromis possible.

Le budget 2015, c'est aussi une baisse volontaire du montant global de notre dette. Nous solliciterons, en 2015, les banques à hauteur de 7 milliards pour préfinancer nos investissements au lieu de 14 milliards en 2014, sans nuire au volume de nos investissements publics. De ce fait, en 2015, nous rembourserons plus que ce que nous empruntons. Notre dette diminuera. Je ne veux pas prendre la responsabilité de faire peser notre dette sur les générations futures.

Ce budget 2015 est également un budget qui donne une place importante à l'investissement public. Nous prévoyons 39 milliards de crédits de paiement pour la commande publique du pays en 2015. Quant aux communes de Polynésie, elles investiront près de 8 milliards de francs. Les nouveaux contrats de projets 2015-2019, celui qui concerne l'Etat et le Pays et celui qui concerne l'Etat, le Pays et les communes, représenteront une somme totale de 48 milliards de francs.

La modernisation des infrastructures de notre pays et l'emploi sont bien au cœur de la préoccupation du gouvernement.

En sus des investissements initiés par le pays, j'établis aussi ma confiance dans les capacités d'investissement des acteurs privés locaux et extérieurs.

Je sais qu'un certain nombre d'acteurs locaux sont prêts à investir des sommes importantes dans les secteurs du tourisme, de l'énergie, du logement et de la pêche. Certains de ces investissements sont en voie d'être très prochainement démarrés. Je ne peux que les encourager tant ils traduisent la confiance des Polynésiens dans leur pays.

Quant aux investisseurs extérieurs et en particulier chinois, je puis vous affirmer qu'ils sont toujours très intéressés par la Polynésie.

Le projet aquacole de Hao se précise puisque la société Tian Rui a choisi ses partenaires locaux et s'apprête à déposer les permis de construire utiles à leur installation sur place. Lors du comité de pilotage du projet de réhabilitation de l'atoll de Hao, tenu le 8 décembre 2014, j'ai pu, avec les autorités de l'Etat et de la Commune, arrêter les dispositions nécessaires à la libération des emprises à dépolluer concernés par le projet avant juin 2015.

Quant au projet Mahana Beach de Punaauia, après la première phase de recueil des esquisses proposées par les trois sociétés, Groupe 70, Forebase et EGIS, nous devrions lancer dans les prochains jours, un appel à manifestation d'intérêt international. Cet appel nous permettra d'entrer d'une manière concrète dans la phase de recherche et de sélection des futurs investisseurs et financeurs.

Et puis, il y a le projet de Atimaono avec comme investisseur, le groupe Hainan, avec qui nous devrions signer un accord important d'ici la fin du mois.

Mes chers amis, nous avons un beau pays, avec des atouts importants, en tout cas suffisamment pour attirer de gros investisseurs.

Parmi ces atouts, il y a les Polynésiens, peuple accueillant, hospitalier et, quoiqu'on dise, bon travailleur. Il y a la paix et la sécurité dans notre pays. Il y a un état de droit avec des règles claires et garanties par la République française. La présence de la France est une énorme garantie aux yeux des investisseurs.

Nous avons une administration honnête, non corrompue, même s'il y a des choses encore à améliorer. Nous avons un environnement relativement bien préservé et sain. Globalement, nous sommes un pays sûr.

Nous devons avoir conscience de ces atouts. Nous devons les préserver pour les faire fructifier au bénéfice de tous. Ces atouts sont le reflet des efforts de tous les Polynésiens pour faire de notre pays un endroit agréable à vivre.

Mes chers amis, avant de vous laisser la parole, je terminerai mes propos en souhaitant à chacune et à chacun d'entre vous, à vos familles, à vos proches, un joyeux Noël et que nos meilleurs vœux vous accompagnent tout au long de l'année 2015.

Je vous remercie pour votre attention.